



CCFP 10 novembre 2016
Déclaration préalable de la FSU

La FSU regrette l'absence de la Ministre à ce Conseil commun de la Fonction publique car nous sommes dans une période particulière qui nécessite des échanges approfondis et un engagement fort en faveur de la Fonction publique.

La FSU s'étonne du silence sur les 70 ans du statut de la Fonction publique car elle considère que cela aurait mérité d'être célébré. La FSU l'a fait le 19 octobre dernier et organise un moment de débat pour marquer cet anniversaire non pas par nostalgie d'un temps passé mais parce que ce regard sur le passé permet d'éclairer l'avenir. Et la Fonction publique a besoin que nous lui donnions des perspectives d'avenir. Elle est un très bon outil pour répondre aux besoins de la population et de tous les usagers sur tout le territoire, elle fonctionne sur la base de valeurs et principes essentiels pour favoriser la cohésion sociale. Pour faire vivre cela, elle a la capacité à s'adapter et le devoir de le faire.

Ceci est d'autant plus important dans le contexte. La FSU s'inquiète des propos qui sont tenus ici ou là sur la Fonction publique (de la journée de carence au temps de travail des agents en passant par les coûts qui seraient excessifs pour la société...), discours qui conduisent ouvertement à une remise en cause de l'efficacité même de la Fonction publique et de la qualité des services rendus, qui sèment le doute sur l'engagement et le travail des agents. Ces propos donnent une vision totalement passéiste et poussiéreuse d'une Fonction publique qui n'évoluerait pas, qui ne serait pas en phase avec son temps.

Tout cela cache mal des projets destructeurs pour la Fonction publique au bénéfice de services marchands qui sans aucun doute mettront à mal les solidarités et la cohésion sociale du pays.

Face à cela nous avons besoin d'un engagement sans faille du gouvernement pour non seulement défendre la Fonction publique et ses agents mais aussi pour lui construire un avenir.

Le rapport annuel présenté à ce CCFP va nous permettre de revenir sur nombre de points aujourd'hui essentiel pour conforter les missions des agents et le rôle de la Fonction publique sur l'ensemble du territoire.